
Brève histoire de l'Initiative de la Charte de la Terre

La Charte de la Terre est une déclaration des peuples sur l'interdépendance globale et la responsabilité universelle ; elle établit des principes fondamentaux pour construire un monde juste, durable et pacifique. Elle s'efforce d'identifier les défis et choix cruciaux de l'humanité au XXI^{ème} siècle. Ses principes ont été conçus pour servir de "norme[s] universelle[s] selon [lesquelles] seront guidés et évalués les comportements des personnes, des organisations, des entreprises commerciales, des gouvernements et des institutions transnationales." (Préambule de la Charte de la Terre).

La Charte de la Terre est l'aboutissement d'un dialogue interculturel au niveau mondial sur des valeurs et objectifs communs, qui a eu lieu dans les années 1990 et a duré une décennie. Ce dialogue, basé sur le processus de consultation le plus ouvert et le plus participatif jamais associé à l'élaboration d'un document international, est la source première de la légitimité de la Charte de la Terre en tant que guide éthique.

Origines de la Charte de la Terre

Le Sommet de la Terre de Rio

Parmi les nombreuses recommandations du rapport de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (WCED) intitulé Notre Avenir Commun (1987), se trouve un appel pour la création d'une Déclaration Universelle sur la Protection Environnementale et le Développement Durable sous la forme d'une "nouvelle charte" dont les principes puissent guider les nations dans la transition vers le développement durable. Sur base de cette recommandation, Maurice F. Strong, le Secrétaire général du Sommet de la Terre à Rio en 1992 (Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement), proposa en 1990 qu'une Charte de la Terre soit rédigée et adoptée lors du Sommet. Durant le processus préparatoire du Sommet de la Terre de Rio, des consultations intergouvernementales eurent lieu au sujet de la Charte de la Terre, mais un accord intergouvernemental ne put être conclu concernant ses principes. Bien que la Déclaration de Rio adoptée à l'issue du Sommet contienne une série importante de principes, elle ne répond pas à la vision éthique inclusive attendue Charte de la Terre.

Naissance du projet

C'est pourquoi, en 1994, Maurice Strong, en tant que Président du Conseil de la Terre, s'unit à Mikhaïl Gorbatchev, Président de Green Cross International, pour lancer une nouvelle Initiative de la Charte de la Terre. Ce furent Jim McNeill, Secrétaire général de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (*World Commission on Environment and Development – WCED*), la Reine Béatrice et le Premier Ministre Ruud Lubbers des Pays-Bas qui réunirent M. Strong et M. Gorbatchev. Le gouvernement hollandais offrit le soutien financier initial. L'idée consistait à développer ce projet comme initiative de la société civile, et à rédiger une charte qui formule le consensus naissant au sein de la société civile mondiale émergente au sujet des valeurs et des principes nécessaires pour un avenir durable.

Mohamed Sahnoun, Ambassadeur d'Algérie, fut le premier Directeur exécutif du projet de la Charte de la Terre en 1995, alors que ce nouveau processus international de consultation et de recherche était en cours dans les domaines de l'éthique environnementale, du développement durable et du droit international. Un Secrétariat de la Charte de la Terre fut également établi auprès du Conseil de la Terre au Costa Rica, sous la direction du Directeur exécutif du Conseil de la Terre, Maximo Kalaw des Philippines. En 1996, Mirian Vilela du Brésil fut nommée Coordinatrice des activités de la Charte de la Terre auprès du Conseil de la Terre. Fin 1996, une Commission de la Charte de la Terre fut établie pour superviser le processus de rédaction de la Charte. M. Strong et M. Gorbatchev présidèrent conjointement la Commission, composée d'un groupe divers de vingt-trois personnalités éminentes de toutes les régions importantes du monde. La Commission invita Steven C. Rockefeller, Professeur de religion et d'éthique aux États-Unis, à présider et établir un Comité de rédaction. Le processus de rédaction, qui débuta en 1997, dura trois ans.

Le processus de rédaction

Des centaines d'organisations et des milliers de personnes participèrent à la création de la Charte de la Terre. Quarante-cinq comités nationaux de la Charte de la Terre furent constitués. Des dialogues à son sujet se tinrent à travers le monde et sur Internet. En outre, des conférences régionales eurent lieu en Asie, en Afrique, en Amérique Centrale, du Sud et du Nord et en Europe.

Les idées et les valeurs de la Charte de la Terre reflètent ainsi l'influence d'une grande variété de sources intellectuelles et de mouvements sociaux. Elles comprennent la sagesse des religions du monde et des grandes traditions philosophiques, de même qu'une nouvelle perspective scientifique mondiale en cours de formation à travers la cosmologie et l'écologie, parmi d'autres disciplines. La Charte de la Terre doit être considérée comme le produit du mouvement éthique global qui inspira la Déclaration Universelle des Droits Humains et obtint un grand soutien durant les années 1990.

Le Comité de rédaction travailla en lien étroit avec la Commission sur la Loi Environnementale de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN) et révisa avec attention toutes les déclarations et tous les traités internationaux pertinents du droit international, de même que plus de 200 déclarations de la société civile et de traités des peuples. La Charte de la Terre se base sur le droit environnemental international et sur celui du développement durable et les approfondit. Elle reflète les préoccupations et les aspirations exprimées lors des sept Sommets des Nations Unies qui eurent lieu pendant les années 1990 sur l'environnement, les droits humains, la population mondiale, l'enfance, les femmes, le développement social et l'aménagement du territoire. La Charte reconnaît l'importance que revêt la diffusion de la démocratie participative et délibérative pour le développement humain et la protection environnementale.

Le texte final de la Charte de la Terre, approuvé lors de la réunion de la Commission de la Charte de la Terre au siège de l'UNESCO à Paris en mars 2000, fut officiellement lancé lors d'une cérémonie au Palais de la Paix de La Haye le 29 juin 2000, en présence de la Reine Beatrix des Pays-Bas.

Contenu de la Charte de la Terre

La Charte de la Terre contient un préambule, 16 principes fondamentaux, 61 principes de soutien et une conclusion intitulée "La Voie de l'Avenir."

Le Préambule affirme que "*nous formons une seule humanité et une seule communauté sur Terre partageant une destinée commune,*" et la Charte de la Terre exhorte tous les peuples à reconnaître leur responsabilité partagée, selon la situation et la capacité de chacun(e), pour le bien-être de la famille humaine entière, la grande communauté de vie et les générations futures. En reconnaissance de la

relation réciproque des problèmes environnementaux, économiques, sociaux et culturels de l'humanité, la Charte de la Terre présente un cadre éthique inclusif et intégral.

Les titres des quatre sections divisant les principes indiquent l'ampleur de la vision : I. Respect et Protection de la Communauté de la Vie ; II. Intégrité Écologique; III. Justice Sociale et Économique; et IV. Démocratie, Non-Violence et Paix.

La Charte de la Terre identifie une série d'attitudes et de valeurs spirituelles amplement partagées, qui peuvent renforcer l'engagement envers ses principes éthiques. Le document culmine avec une vision de paix et d'heureuse célébration de la vie.

L'Initiative de la Charte de la Terre, 2000 – 2005

Réorganisation et reconnaissance internationale

Le lancement formel de la Charte de la Terre à La Haye en juin 2000 marqua le début d'une seconde phase de l'Initiative de la Charte de la Terre. Peu après, la Commission de la Charte de la Terre transféra la responsabilité de superviser l'Initiative de la Charte de la Terre et de réunir des fonds au Comité de direction nouvellement créé. Ce dernier comprenait, entre autres, plusieurs membres de la Commission de la Charte de la Terre. La Commission a conservé son autorité quant au texte de la Charte de la Terre, et ses membres, au niveau individuel, ont continué à fournir des conseils et à donner leur appui à l'Initiative.

En l'an 2000, Mirian Vilela fut désignée Directrice exécutive du Secrétariat de la Charte de la Terre.

Au cours des cinq années suivantes, la Charte de la Terre fut traduite en 40 langues et reçut l'aval de plus de 2.500 organisations représentant les intérêts de centaines de millions de personnes. Parmi les organisations ayant donné leur aval à la Charte de la Terre, on trouve l'UNESCO, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN), le Conseil International des Initiatives Environnementales Locales (ICLEI) et la Conférence des Maires des États-Unis.

La Charte de la Terre offre un excellent aperçu des éléments essentiels au développement durable et à la paix mondiale, et fut rapidement utilisée comme ressource éducative dans les écoles, les collèges universitaires, les universités et les programmes de formation et d'éducation privés de par le monde.

De grands efforts ont été réalisés pour assurer la reconnaissance formelle de la Charte de la Terre lors du Sommet Mondial sur le Développement Durable de Johannesburg en 2002. Au cours de ce Sommet, un large nombre de dirigeants mondiaux et de chefs d'Etat, ainsi que de nombreuses ONG présentes, ont émis des déclarations publiques de soutien à la Charte de la Terre. Bien que la version finale de la Déclaration de Johannesburg n'inclue pas de référence explicite à la Charte de la Terre, elle en reconnaît l'importance lorsqu'elle emprunte le langage de la Charte et affirme que *“nous déclarons notre responsabilité mutuelle envers la grande communauté de la vie et envers nos enfants.”* Des efforts se poursuivent pour obtenir la reconnaissance formelle de la Charte de la Terre par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Dès 2005, la Charte de la Terre avait été amplement reconnue comme déclaration de consensus global sur la signification de la durabilité, le défi et la vision du développement durable et les principes suivant lesquels celui-ci peut être atteint. La Charte est depuis lors utilisée comme base des négociations de paix, comme document de référence pour le développement de standards, de normes et de codes d'éthique globales, comme ressource pour la gouvernabilité et les différents processus législatifs, comme outil pour le développement des communautés et comme cadre pour les programmes éducatifs au sujet du développement durable.

La Charte a également largement influencé le Plan international de Mise en Œuvre de la Décennie de l'Éducation pour le Développement Durable des Nations Unies. La Charte de la Terre Internationale (CTI) travaille d'ailleurs en étroite relation avec l'UNESCO pour promouvoir la Décennie.

Evaluation et révision stratégique

En 2005, le Comité de direction entreprit une révision stratégique importante des progrès atteints et des forces et faiblesses de l'Initiative de la Charte de la Terre. Ce processus impliqua une évaluation tant sur les plans interne qu'externe. La révision externe fut conduite par Alan AtKisson, consultant international dans le domaine du développement durable.

Cette évaluation approfondie de l'Initiative de la Charte de la Terre l'amena à conclure qu'entre les années 2000 et 2005, beaucoup avait été accompli et que l'Initiative était très prometteuse et devait se poursuivre. Toutefois, son succès futur dépendait d'une réorganisation importante de sa structure de gestion et d'une planification stratégique à long terme.

Le processus de révision stratégique culmina avec une conférence importante de la Charte de la Terre aux Pays-Bas, sous les auspices du Comité National Hollandais pour la Coopération Internationale et le Développement Durable (NCDO). La conférence rassembla plus de 400 dirigeants et activistes de la Charte de la Terre. A cette occasion, on annonça la décision du Comité de direction de désigner Alan AtKisson comme nouveau Directeur exécutif du Secrétariat de la Charte de la Terre. AtKisson reçut la responsabilité de gérer la transition de l'Initiative vers une troisième phase.

Au cours de cette conférence, la maison d'édition KIT à Amsterdam publia un livre édité par Peter Blaze Corcoran, Mirian Vilela et Alide Roerink et intitulé *La Charte de la Terre en Action : Vers un Monde Durable*. Cet ouvrage contient soixante essais de dirigeants de la Charte de la Terre et de personnes qui la soutiennent dans le monde entier. Il propose une vision extensive et générale de la signification de la Charte de la Terre et de ses activités.

L'Initiative de la Charte de la Terre, 2006 – 2008

Création de la Charte de la Terre Internationale

En 2006, une nouvelle entité fut créée, la Charte de la Terre Internationale (CTI), réorganisant le Secrétariat de la Charte de la Terre. Un nouveau Conseil de la Charte de la Terre Internationale, formé de 23 membres, vint remplacer le Comité de direction et superviser les programmes de base et le personnel de la CTI. Steven Rockefeller, Razeena Omar d'Afrique du Sud et Erna Witoelar d'Indonésie furent élus Coprésidents du nouveau Conseil de la CTI. Le Secrétariat de la Charte de la Terre se constitua en deux sous-entités : d'une part, le Centre de la Charte de la Terre de l'Éducation pour le Développement Durable, basé à l'Université pour la Paix du Costa Rica et dirigé par Mirian Vilela ; et d'autre part un nouveau Centre pour les Communications et la Planification Stratégique basé à Stockholm, en Suède. Le Conseil de la CTI adopta une nouvelle déclaration de Mission et de Vision de la Charte et commença à développer de nouvelles stratégies et politiques pour la troisième phase.

Soutiens gouvernementaux

Les gouvernements nationaux commencèrent à s'engager de façon plus ferme et formelle envers la Charte de la Terre. Le Ministère de l'Environnement du Brésil signa un accord formel avec le Secrétariat de la CTI et le Centre pour la Défense des Droits Humains de Petrópolis, fondé par Leonardo Boff et

Marcia Miranda, afin de promouvoir la Charte de la Terre dans tous les secteurs de la société brésilienne. Au cours d'une célébration présidentielle de la Journée de la Terre en 2007, les Ministres de l'Éducation et de l'Environnement du Mexique s'engagèrent publiquement pour incorporer la Charte de la Terre dans le système scolaire mexicain. D'autres gouvernements étatiques et locaux ont initié ou renforcé leurs engagements publics formels d'adopter, utiliser et mettre en application la Charte de la Terre, y compris l'État du Queensland, en Australie, la République de Tatarstan dans la Fédération russe et des villes comme Calgary (Canada), Munich (Allemagne), New Delhi (Inde), Oslo (Norvège), et So Paulo (Brésil).

Croissance de la CTI

En 2006 et 2007, le nombre d'organisations ayant avalisé la Charte de la Terre atteignit 4.800, tandis que le nombre de visiteurs du site Internet commençait à connaître une formidable augmentation, approchant les 100.000 par mois. De même, de nouveaux programmes furent lancés dans les domaines de la religion et du secteur privé. Par ailleurs, l'Initiative de la Charte de la Terre continua à s'étendre avec des groupes actifs dans 23 pays et l'élection d'une équipe de direction de la jeunesse de 12 personnes. Le nombre d'Affiliés de la Charte de la Terre atteignit 97 dans 58 pays. La Charte commença à prendre une nouvelle importance en politique, à mesure que la dimension globale des problèmes tels que le changement climatique soulignait l'interdépendance existante et la nécessité d'agir en commun. La CTI fut invitée à participer à une conférence internationale sur la Coopération Interculturelle et Interreligieuse pour la Paix, organisée par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies.

En 2007, à l'issue d'un atelier intensif de trois jours sur la planification stratégique à long terme dirigé par Oscar Motomura à Amana Key à Sao Paulo, au Brésil, le Conseil de la CTI lança une nouvelle stratégie de "Décentralisation pour la Croissance Progressive", élaborée pour renforcer la participation active au sein de l'Initiative, sans qu'il ne soit nécessaire de développer l'administration centrale. Fut élaboré un nouveau Plan d'action dont les lignes directrices fournissent un cadre et un mécanisme de coordination à cette activité décentralisée, en vue de promouvoir la Charte de la Terre et de mettre sa vision en application.

Après avoir géré pendant deux ans la transition vers la troisième phase de l'Initiative de la Charte de la Terre, Alan AtKisson renonça à son poste de Directeur exécutif de la CTI à la fin de l'année 2007, afin de consacrer plus de temps à son entreprise de conseil et autres projets similaires. M. AtKisson poursuit néanmoins sa relation avec la CTI en tant que consultant. Mirian Vilela fut désignée nouvelle Directrice Exécutive de la CTI et le siège du Secrétariat de la CTI fut de nouveau basé exclusivement à l'Université pour la Paix au Costa Rica, de même que le Centre de la Charte de la Terre de l'Éducation pour le Développement Durable. En 2007, Erna Witoelar renonça à son poste de Coprésidente du Conseil de la CTI et Brendan Mackey fut élu en remplacement.

L'Initiative de la Charte de la Terre, 2008 à nos jours

Politique de décentralisation

Lors de sa réunion annuelle de 2008, le Conseil de la CTI approuva l'adoption d'une version revue de la déclaration de Mission de l'Initiative de la Charte de la Terre.

La mission de l'Initiative de la Charte de la Terre est de promouvoir la transition vers des modes de vie durables et une société globale fondée sur un cadre éthique partagé incluant le respect et

la protection de la communauté de la vie, l'intégrité écologique, les droits de l'homme universels, le respect de la diversité, la justice économique, la démocratie et une culture de paix.

Lors de cette rencontre, le Conseil adopta également un Plan stratégique de long terme, identifiant les six domaines d'action des initiatives de la Charte de la Terre, incluant l'éducation, le secteur privé, les médias, la religion, les Nations Unies et la gouvernance mondiale, et la jeunesse. Au sein de sa stratégie de décentralisation, le Conseil approuva le lancement de six groupes de travail indépendants conçus pour promouvoir la Charte de la Terre et catalyser la création de multiples groupes d'action volontaires dans chacun de ces domaines. Certains membres du Conseil et du réseau de la Charte de la Terre ont joué des rôles de premier plan dans la création de ces six groupes de travail.

Derniers développements

En accord avec le Plan stratégique de long terme de 2008, le Secrétariat de la CTI conduisit en 2009 et 2010 un certain nombre de projets ayant pour but de renforcer la portée de sa communication. Le site international, disponible en versions anglaise, française et espagnole, fut remanié, actualisé et développé. Y fut mise en ligne une librairie virtuelle proposant plus de 800 ressources et articles sur les activités de la Charte de la Terre dans 91 pays différents. Par ailleurs, plus de 40 sites nationaux de la Charte de la Terre furent créés dans la langue officielle de chaque nation, en utilisant un format commun conçu avec l'assistance d'Amana-Key. Il existe désormais une page Wikipedia concernant la Charte de la Terre dans plusieurs langues, une chaîne vidéo dédiée à la Charte sur YouTube, et un « Wiki space » pour les activités de la Jeunesse de la Charte de la Terre et pour un réseau d'éducateurs utilisant la Charte de la Terre.

Le groupe de travail dédié au secteur privé a établi un partenariat entre la CTI et l'Initiative Mondiale pour la Génération de Rapports (GRI). Ce dernier propose désormais aux centaines d'entreprises partenaires d'utiliser la Charte de la Terre comme cadre éthique pour leurs initiatives dans le domaine de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

En utilisant la Charte de la Terre comme guide, le groupe de travail sur les Nations Unies s'est efforcé de renforcer, lors de l'élaboration d'un nouveau traité intergouvernemental sur le changement climatique, la dimension éthique du texte en négociation.

Publications

Après plusieurs années de consultations internationales, le Secrétariat de la CTI et le groupe de travail sur l'éducation publièrent en 2009 un « *Guide pour l'utilisation de la Charte de la Terre dans l'éducation* », lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'Éducation pour un Développement Durable, à Bonn en Allemagne.

En 2010, le Journal de l'Éducation pour un Développement Durable (EDD) dédia une édition spéciale à « *La Charte de la Terre et l'EDD* ». Tout au long de la dernière décennie, sont parus plus d'une centaine de livres, ainsi que de nombreux journaux incluant des chapitres ou essais explorant l'histoire et la signification de la Charte de la Terre. Nombre de ces publications incluent le texte intégral de la Charte de la Terre. Un exemple est les deux volumes de la très complète *Encyclopédie d'Éthique environnementale et de Philosophie* (Macmillan Reference USA, 2009), qui reconnaissent la Charte de la Terre comme l'une des dix « sources primaires » dans ce domaine de recherche, d'études et d'action sociale

Les dix ans de la Charte de la Terre

En 2010, l'Initiative de la Charte de la Terre célébra les 10 ans du lancement de la Charte de la Terre. Les activités et événements de la Charte de la Terre+10 s'articulèrent autour du thème « *Dialogue, collaboration et action pour un futur durable* ». Certaines de ses principales conférences se tinrent au Mexique, aux Pays-Bas, en Jordanie, au Japon et en Inde. Dans le cadre de cet anniversaire, des membres du groupes de travail « Communication et Médias » lancèrent une campagne de communication sécurisant la disponibilité d'espaces publicitaires pour la Charte de la Terre à la télévision, la radio, les transports publics, dans des journaux d'information et magazines pour un total de 15 millions de dollars en Amérique latine, Europe et États-Unis.

Une dimension importante de la Charte de la Terre+10 fut l'animation d'un dialogue cherchant à développer une nouvelle Vision pour la décennie suivante. Dans cette perspective, Ruud Lubbers, membre de la Commission de la Charte de la Terre ayant joué un rôle moteur dans la création et la promotion de la Charte de la Terre, s'engagea à fournir à l'Université pour la Paix au Costa Rica les fonds nécessaires à la construction d'un nouveau siège pour le Secrétariat de la CTI et le Centre de l'Education pour un Développement Durable de la Charte de la Terre. Le nouveau siège sera ouvert en 2011.

Le Secrétariat et le réseau de la CTI

Tout au long des dix premières années de l'Initiative de la Charte de la Terre depuis le lancement de la Charte, le Secrétariat, opérant avec peu de moyens financiers et humains, est demeuré une organisation hautement efficace. En 2010, son personnel incluait le Directeur exécutif, trois coordinateurs régionaux et un coordinateur jeunesse.

Les capacités du Secrétariat ont été renforcées de manière significative grâce au soutien actif du vaste réseau constitué par les membres du Conseil, les Conseillers, organisations partenaires, Affiliés et stagiaires.

En 2010, la CTI comptait 112 Affiliés dans 66 pays différents. On dénombrait également 69 Groupes de Jeunes dans 41 pays. A la fin de la première décennie, plus de 5000 organisations et gouvernements avaient avalisé la Charte de la Terre. Les soutiens les plus récents incluent ceux du Parlement national du Portugal, de l'Église Épiscopale de la Convention Générale des États-Unis, et du guide spirituel et leader social indien, Sri Mata Amritanandamayi Devi (plus connu sous le nom d'Amma).

Perspectives

2011 marquera une nouvelle phase de l'Initiative de la Charte de la Terre. Après dix ans de coprésidence du Comité de direction et du Conseil de la CTI, Steven Rockefeller quittera ses fonctions à la fin de l'année 2010. De plus, le Conseil envisage sérieusement une réorganisation de la structure de gouvernance de la CTI, afin de renforcer les directions régionales. La mobilisation des ressources finançant le Secrétariat demeure un défi, et la CTI devra y porter toute son attention et élargir sa base de soutiens afin de poursuivre ses objectifs. Dans les années à venir, la CTI devra également répondre aux questions soulevées fréquemment par le texte de la Charte de la Terre, ainsi que concernant la relation entretenue par la Charte de la Terre avec de nouvelles déclarations internationales, telles que la Déclaration Universelle sur les Droits de notre Mère la Terre adoptée par le gouvernement de Bolivie en 2010.

La CTI demeure engagée pour inspirer la reconnaissance de la Charte de la Terre par l'Assemblée générale des Nations Unies ; Rio+20, qui se tiendra en 2010, représente une nouvelle opportunité pour promouvoir cette reconnaissance de la manière appropriée. Consciente de ses capacités et ressources limitées, la CTI se doit de poursuivre son combat concernant son positionnement clair par rapport aux autres organisations et initiatives du mouvement mondial pour la soutenabilité. Ce sont certains des défis principaux attendant la CTI pour les cinq à dix prochaines années.

A ce jour, aucune déclaration intergouvernementale ou issue de la société civile n'est venue remplacer la Charte de la Terre. Aucun document plus récent n'est issu d'un processus aussi englobant, inclusif, participatif et mondial que celui qui a donné à la Charte de la Terre sa légitimité fondamentale comme guide éthique.

La stratégie de décentralisation, alliée à la nouvelle politique de communication prépare la voie pour la poursuite de l'expansion très rapide et au niveau mondial des activités liées à la Charte de la Terre. En tant qu'outil éducatif, source d'inspiration, guide pour l'action, et document de référence pour le développement de l'éthique, du droit, des politiques et des normes, la Charte de la Terre demeure profondément pertinente et continue à accroître son influence. Les changements profonds formulés par la Charte de la Terre sont plus urgents que jamais et les risques associés aux conséquences de l'inaction ne font que grandir.